

Recherche agricole	
Cherche partenaires privés	1
Floriculture	
Un marché florissant pour les producteurs ACP	3
Pêche en mer	
À surveiller de près	4
EN BREF	6
REPÈRES	10
PUBLICATIONS	11
ENTRE NOUS	14
POINT DE VUE	
Organisations paysannes	
Les défis du leadership	16

Site Web : spore.cta.int



Dans ce numéro

Les pays ACP ne manquent pas de ressources mais de

moyens : tel est le constat en demi-teinte des articles de ce numéro.

Commençons par le secteur de la recherche : les compétences et les idées sont là mais comment les développer sans argent et garder ses propres objectifs en dépendant de financements extérieurs privés ?

Notre dossier sur la surveillance des pêches insiste, lui, sur les difficultés pour les pays du Sud à protéger efficacement leurs ressources halieutiques sans bateaux de surveillance équipés ni personnel bien formé. Quant à la culture des fleurs qui poussent si bien en climat tropical et font le bonheur des clients du Nord, elle ne demande qu'à s'épanouir pour peu que des entreprises investissent sur place. Mais l'argent n'est pas tout comme le montre notre Point de vue qui précise les qualités d'un bon leader paysan capable de faire bouger les choses à force de ténacité. Une leçon de courage et d'espoir !



Dessin : C. Ollagnon

Recherche agricole

Cherche partenaires privés

Nécessité fait loi : les instituts de recherche agricole du Sud collaborent de plus en plus avec le secteur privé, source de financements. Mais ces partenariats axés sur des produits rentables ne s'intéressent guère aux besoins des agriculteurs locaux.

La recherche agronomique du Sud n'échappe pas à l'érosion générale des dépenses publiques de recherche qui frappe la plupart des États y compris au Nord. Selon l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), les dépenses moyennes par chercheur ont diminué de moitié entre 1971 et 2000 dans la recherche publique agricole en Afrique. Les contributions des donateurs sont également nettement en baisse. En 2000, elles ne constituaient plus que 35 % des budgets contre la moitié cinq ans plus tôt.

Pour augmenter leurs ressources, les centres nationaux de recherche sont à la recherche d'alliances avec le secteur privé pour des recherches communes. C'est l'objectif des Partenariats public-privé (PPP) :

mettre en commun le savoir-faire des uns et des autres, les fonds et les environnements (laboratoires, champs d'expérimentation, etc.) pour obtenir des résultats profitables aux deux parties. L'une doit être publique (laboratoire de recherche, université, centre régional ou international de recherche, ONG) et l'autre privée (entreprise, centre de recherche privé, groupement de producteurs).

L'enjeu est d'importance aussi bien pour les États ACP, soucieux d'augmenter leur production agricole et d'améliorer les conditions de vie des agriculteurs, que pour les firmes privées qui visent avant tout la rentabilité financière. Les grandes entreprises agro-industrielles mondiales sont actives depuis longtemps au sein du Groupe consultatif pour la recherche agricole

internationale (GCRAI), mais elles ont encore peu investi dans les institutions publiques de recherche des pays du Sud. En 2000, elles n'ont contribué qu'à environ 2 % des budgets de la recherche agronomique en Afrique.

Faire cause commune

Cependant, les PPP se développent ces dernières années essentiellement sous la pression des firmes internationales désireuses de tester leurs semences et leurs plantes génétiquement modifiées. Ainsi, pour promouvoir son coton transgénique – coton Bt – la firme Monsanto a fortement investi dans la recherche agricole du Burkina Faso et du Mali.

L'Institut de recherche agricole du Kenya (KARI) conduit, avec le Centre international pour l'amélioration du maïs et du blé (CIMMYT), un programme pour mettre au point un maïs génétiquement modifié résistant aux attaques des insectes foreurs de tiges, financé par la société Syngenta, un des leaders mondiaux de la protection des cultures.

La recherche de nouveaux produits pousse aussi les firmes à investir dans la recherche au Sud. Au Ghana, le partenariat Novella implique la firme Unilever, un des géants de l'agroalimentaire, le Centre international pour la recherche en agroforesterie (ICRAF), l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), le Secrétariat d'État suisse aux affaires économiques (SECO) ainsi que l'Institut ghanéen de recherches forestières (FORIG) et des ONG. Il vise à mettre sur pied une chaîne de production d'huile en développant la culture et l'exploitation durable d'*Allanblackia*, un arbre des forêts tropicales d'Afrique de l'Ouest et du Centre dont les amandes fournissent une huile aux propriétés intéressantes et à haut potentiel commercial.

D'autres types de partenariat sont soutenus par des fondations qui souhaitent avant tout avoir une action sur le développement local. C'est le cas du projet africain de sorgho bio-fortifié soutenu par la Fondation Bill et Melinda Gates. Il a pour objectif la mise au point d'un sorgho riche en éléments nutritifs destiné aux pays africains. Le consortium qui comporte des centres de recherche africains, des universités et une entreprise privée a déjà mis au point une première variété.

Des PPP équitables

Dans tous les cas, il est nécessaire de définir clairement la collaboration entre les participants qui contribuent tous à la planification, aux ressources et aux activités requises pour atteindre l'objectif choisi. En général, le PPP est formalisé dans un contrat qui stipule l'objet de la recherche, les méthodes, la

durée, les coûts, les intervenants, le matériel et le partage des retombées financières.

Dans les îles Fidji, un projet combine conservation de l'environnement, recherche sur les drogues et développement économique. Les villageois immergent en mer des coraux artificiels, rapidement colonisés par des plantes et autres organismes vivants, qui sont vendus à des spécialistes des aquariums. Les villageois ont ainsi un revenu tout en conservant leurs coraux naturels et leurs touristes, tandis que les scientifiques de l'Institut américain de technologie de Georgie peuvent continuer à rechercher de nouveaux médicaments dans les espèces colonisant les récifs coralliens. S'ils en trouvent, les villageois toucheront une part des profits des ventes.

L'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages (APA) qui découlent de leur utilisation sont le plus souvent régis par



La recherche au Sud doit trouver des moyens pour répondre aussi aux attentes des petits producteurs

des textes internationaux tels que les Lignes directrices de Bonn. En cas de litiges, les instances juridiques sont parfois amenées à trancher. Un jugement a reconnu les droits de la communauté San d'Afrique australe pour le hoodia, un cactus coupe-faim (voir *SPORE* 99). La firme qui commercialise le produit devra verser aux San 6 % des profits des ventes estimées de 3 à 40 milliards de dollars.

Pour éviter ces procédures, la signature d'ententes contractuelles préalables est préférable même si leur élaboration peut prendre de plusieurs mois à deux ans. L'Afrique du Sud, le Guyana, le Malawi et le Vanuatu sont les pays qui ont réglementé le plus précisément l'APA. Quant aux communautés détentrices de savoirs ancestraux et ouvertes à d'éventuels PPP rémunérateurs de leurs savoirs, elles se dotent de plus en plus souvent de conseils de surveillance, habilités à les représenter dans l'examen des propositions de partenariats pour veiller à ce qu'elles soient équitables.

Lorsque les initiatives de partenariat viennent des firmes privées, les instituts

nationaux de recherche agronomique du Sud doivent veiller à préserver leur indépendance. Mais, de fait, les recherches et les moyens financiers ont tendance à se focaliser sur les cultures d'exportation ou les plus intéressantes pour le Nord. Les cultures peu rentables mais souvent vitales pour les populations locales risquent alors d'être laissées pour compte.

Tenir compte des attentes locales

D'autres types de partenariat impliquant des entreprises locales ou des groupements de producteurs permettent des recherches mieux adaptées aux nécessités du pays. Par exemple, les recherches liées à une filière spécifique, généralement de produits de rente – coton, palmier à huile –, sont en grande partie financées par les acteurs de ces filières économiquement rentables.

En Côte d'Ivoire, le Fonds interprofessionnel pour la recherche et le conseil agricole (FIRCA), qui représente les fédérations de producteurs, est représenté au conseil d'administration du Centre national de recherche agronomique (CNRA) et de l'Agence nationale d'appui au développement rural (ANADER). Il peut ainsi cibler les activités de recherche sur les besoins spécifiques des agriculteurs et en assure la vulgarisation. Le lien entre la recherche et la production agricole nationale est ici très fort et permanent.

C'est aussi le cas à Madagascar où le FOFIFA, l'institut national de recherche agricole, travaille, par exemple, avec les exportateurs de vanille biologique. En

République dominicaine, un PPP lie l'Institut dominicain de recherche agricole et forestière (IDIAF) à la coopérative de services multiples Francisco del Rosario (CFRS) pour la mise au point d'un mode de transformation des bananes produites par la coopérative en conformité avec son label "bio".

Dans ce contexte où la recherche des pays ACP, particulièrement africains, manque de moyens et dépend de plus en plus des financements privés, les attentes des petits agriculteurs qui cultivent pour leur consommation et le marché local ont bien du mal à être prises en compte. Impliquer les entreprises dans des programmes préalablement définis comme utiles au développement agricole des pays concernés est l'objectif du Forum pour la recherche agricole en Afrique (FARA). Ce forum, de même que le réseau de renforcement de la recherche agricole en Afrique de l'Est (ASARECA), plaide pour une cohérence globale des recherches dans les différentes filières. Il veille à assurer la participation des acteurs locaux (producteurs, distributeurs, vulgarisateurs, etc.) dans le choix des axes de recherche.

Voir *Repères* page 10

Un marché florissant pour les producteurs ACP



En vingt ans, les pays du Sud ont augmenté de 24 % leurs parts du marché mondial des fleurs coupées. Mais, malgré de réelles ouvertures, les petits producteurs ACP ont encore besoin d'appui s'ils veulent concurrencer les grandes plantations.



Photo : © Sylfa International

Trente ans après que les pays du Sud ont pénétré le marché horticole mondial, la floriculture représente toujours un espoir pour les producteurs ACP. La demande de fleurs coupées a explosé au Nord, surtout en Europe, laquelle importe plus de 80 % de la production mondiale. Entre 2001 et 2003, le Kenya, leader incontesté, a augmenté de 17 % la part déjà conséquente de ses exportations vers l'UE. D'autres candidats ACP ont rapidement suivi : Afrique du Sud, Côte d'Ivoire, Ouganda, Tanzanie, Zambie et surtout Éthiopie, qui a connu une croissance spectaculaire de 230 % sur la même période.

Les derniers venus sont les Caraïbes et le Pacifique. En Jamaïque, une industrie floricole balbutiante fournit les marchés locaux et vend anthuriums, orchidées, gandasulis et balisiers aux passagers des bateaux de croisière et à des clients américains via Internet. Dans le Pacifique, un atelier de floriculture parrainé par le CTA, en collaboration avec l'Institut de recherche, de vulgarisation et de formation agricole (IRETA), a permis, entre autres, à un petit exploitant des îles Salomon de démarrer un commerce prospère.

Pas de rose sans épines

De nombreux pays ACP jouissent d'avantages comparatifs concernant la production de fleurs coupées. Ils sont liés au sol, à la main-d'œuvre, au climat et aux tarifs préférentiels accordés par l'UE. Des études montrent toutefois que transport, stockage et

distribution absorbent une large part de la valeur ajoutée : la production ne représente que 10 % du prix de vente. Bien que prometteur, l'avenir pourrait s'avérer moins radieux. La croissance de la production dépasse celle de la demande et les pays ACP affrontent la rude concurrence colombienne et chinoise. Les prix des fleurs coupées les plus courantes (œillets, lys alstromères ou roses) chutent du fait d'une offre excédentaire ; ceux des fleurs exotiques sont plus stables. Les fleurs tropicales constituent une niche commerciale en expansion : orchidées, anthuriums, gandasulis, strelitzias (oiseaux de paradis), héliconias et protéas sont les espèces qui se vendent le mieux.

Les préoccupations des consommateurs

Née seulement en 1972, l'industrie horticole kenyane, par ses revenus, se classe déjà au quatrième rang des secteurs d'exportation du pays – derrière le thé, le café et le tourisme. Mais une croissance aussi rapide a ses revers. Le Kenya se voit reprocher les mauvaises conditions de travail et un usage excessif de produits chimiques. Face à la pression croissante des consommateurs de pays gros importateurs comme l'Allemagne, le conseil kenyan de la floriculture a adopté un code de bonnes pratiques. La FAO a délégué des experts en lutte intégrée contre les ravageurs à Nyeri, au centre du pays, pour former les 5 500 groupes de femmes productrices de fleurs.

Les horticulteurs du Sud doivent affronter de nombreux obstacles. La floriculture demande de gros investissements et les réglementations strictes du marché international, comme les Limites maximales de résidus (LMR) et autres normes sanitaires et phytosanitaires (SPS), sont peu négociables. Pour un produit aussi périssable, l'emballage, le stockage au froid et de bons réseaux de transport sont cruciaux mais coûteux : les producteurs du Sud partent donc avec un handicap lié à la distance. Des firmes néerlandaises et allemandes se sont implantées dans plusieurs pays ACP afin de contrôler sur place la qualité, la distribution et la commercialisation (voir *Spore* 85). La plupart des producteurs de fleurs coupées du Sud dépendent de sélectionneurs du Nord auxquels ils doivent verser des royalties sur le matériel végétal.

Quel avenir dans la floriculture ?

Compte tenu de ces contraintes, il n'est pas surprenant que le secteur soit dominé par de grandes entreprises européennes. Selon l'agence kenyane de développement des cultures horticoles, la production des petits horticulteurs a diminué au cours des cinq dernières années. Malgré ces obstacles, des producteurs ACP vont de l'avant, confiants dans l'avenir de la floriculture. L'Ouganda recourt à la culture hydroponique qui limite maladies et parasites. En Zambie, Peter Mtumbe, un petit exploitant, est passé du maïs à la rose, et envisage de doubler la taille de son entreprise. En Éthiopie, une entreprise familiale est devenue un gros exportateur ; aux Fidji, les femmes ont été formées pour exporter des fleurs vers Hawaï et la Nouvelle-Zélande (voir *Spore* 117). L'Afrique du Sud a trouvé un créneau rentable dans la culture de chrysanthèmes.

Un guide d'exportation publié par le Centre pour la promotion des importations en provenance des pays en développement (CBI) a identifié les fleurs estivales – floraison pendant l'hiver en Europe – comme un secteur prometteur. Les ventes aux supermarchés augmentent également, une tendance qui ouvre des perspectives aux producteurs ACP, mais qui comporte aussi ses défis. L'exploitation d'un marché que la plupart s'accordent à décrire florissant suppose une recherche agricole active sur les espèces locales et la lutte contre les maladies et parasites. Le Secrétariat général de la Communauté Pacifique (CPS) appuie les horticulteurs des Fidji dans le traitement d'un champignon qui s'attaque au gingembre rouge (*Alpinia purpurata*).

Une étude récente, appuyée par le CTA, montre que les producteurs ont besoin d'assistance pour satisfaire aux exigences de l'importation, de la distribution et de la commercialisation. Une réponse ingénieuse : le parc commercial des fleurs, créé par un cultivateur de roses à Naivasha, au Kenya, auquel les horticulteurs paient pour des services qui vont de la mise à disposition de terre et d'eau à l'assistance sur place pour les permis d'exportation.

À surveiller de près

Les ressources de la mer, vitales pour les pays du Sud, sont surexploitées. Des mesures réglementaires sont prises, mais elles exigent, pour être efficaces, la surveillance des bateaux. Des expériences positives existent, à développer.



Photo : © SADC/EU MCS programme

Le 11 juin 2005, des affrontements ont eu lieu au Sénégal entre pêcheurs de Kayar et de Guet-Ndar. Bilan : un mort et plusieurs blessés. En cause, la concurrence pour l'accès à une ressource qui se fait rare : le poisson. Ces incidents témoignent d'un problème grave : "Nous ne pourrions bientôt plus pêcher. À moins d'introduire des changements politiques et économiques drastiques, aussi profonds qu'un océan", lisait-on déjà dans *Spore* en août 2003. En mars 2005, la FAO a confirmé que 75 % des stocks halieutiques du monde étaient pleinement exploités, surexploités ou épuisés.

La nécessité de progresser vers une gestion durable des pêcheries, qui combine viabilité dans le temps, satisfaction des besoins des pêcheurs et valorisation économique des ressources, est heureusement de mieux en mieux perçue. Elle se traduit par une prise de conscience croissante de tous les intéressés et par des mesures, contraignantes ou non, réglementant la pêche. Mais on est loin d'une gestion volontairement raisonnée des ressources de la mer par tous les acteurs de la pêche : "Lorsque les stocks sont surexploités et que le profit diminue, des pêcheurs ont tendance à transgresser la législation", constataient plusieurs participants à un débat sur Internet organisé par le CTA en 2004.

Crucial pour les pays ACP

La problématique de la surveillance des pêches est donc peu à peu perçue comme un enjeu majeur. Les spécialistes commencent à jongler avec des sigles comme INN (ou INDNR, pour pêche illicite, non déclarée et non réglementée), SCS (pour suivi, contrôle et surveillance) ou encore SSN (pour système de surveillance des navires par satellite). En juin 2005, une conférence sur les

effets de la pêche illicite, non déclarée et non réglementée sur les pays en développement a eu lieu à Londres. Ces pays sont en effet particulièrement touchés, principalement, selon les conclusions des débats, en raison "d'un manque de fonds, de compétences techniques, de main-d'œuvre et parfois de volonté politique" et de "l'absence de coopération entre États".

Les pays du Sud ne sont pas les seuls concernés. Publié en mai dernier, le *Rapport annuel de la Commission européenne sur les infractions graves aux règles de la politique*

commune de la pêche montre que le nombre de cas constatés est passé de 6 756 en 2002 à 9 502 en 2003. Cinq États membres de l'UE ont détecté près de 90 % des infractions. La pêche illégale représente 22 % des cas et la pêche sans licence 17 %. Une amende a été infligée dans 84 % des cas. Dans 4 720 cas, la confiscation de l'engin de pêche a été ordonnée. Les Actualités Pêche d'*Agritrade*, site du CTA, de juin 2005 concluent que "ce rapport fournit des leçons intéressantes pour les pays ACP", et notamment "l'idée qu'une plus grande transparence sur les infractions et les sanctions renforce la confiance dans l'application juste et égale des normes".

Les violations prennent diverses formes : pêche par des bateaux sans licence, non-débarquement des prises dans les ports locaux, en dépit des obligations stipulées dans les accords de pêche, données fausses sur le tonnage réellement capturé...

Des moyens et des ressources humaines

Quelles que soient les mesures prises, qu'il s'agisse de faire respecter les zones de pêche ou la réglementation sur les engins de pêche, de limiter les prises, de garantir un repos biologique ou encore de promouvoir l'activité économique des ports en obligeant à débarquer localement tout ou partie des captures, l'autorégulation apparaît comme un leurre et des mesures de contrôle sont nécessaires. Certaines d'entre elles sont déjà en œuvre, que l'on peut regrouper en deux catégories : les mesures appelées *hardware* et celles dites *software*.

Les mesures *hardware* consistent à mettre en œuvre des moyens techniques poussés, souvent lourds et coûteux : radar, système à bord, satellite. Pour surveiller une zone économique exclusive de 200 milles, le

Attention, les pêcheurs surveillent !

Devant l'ampleur des conflits entre pêcheurs industriels et artisans liés à l'incursion des chalutiers dans la zone réservée à la pêche artisanale, un projet communautaire de surveillance participative a été expérimenté jusqu'en 2002 en Guinée (voir *Spore* 110). Il visait à réduire les incursions de chalutiers en amenant les institutions chargées de la surveillance des côtes et les communautés de pêche à travailler ensemble. Selon Hassimiou Tall, conseiller technique au ministère de la Pêche et de l'Aquaculture guinéen, ce projet est très encourageant. Les incursions en journée ont été réduites de 60 %, puisque les équipages de chalutiers savent maintenant que certains pêcheurs artisans sont des informateurs des autorités. Peu onéreuse (20 000 \$ US – moins de 16 500 €) et prometteuse, l'expérience guinéenne doit être étendue à la Mauritanie, au Gabon et au Congo. Mais en Guinée même, ce projet pilote est (provisoirement ?) arrêté, faute de financement. La preuve, une fois de plus, que les bonnes idées ne suffisent pas, sans moyens adéquats.

matériel nécessaire comprend des bateaux rapides d'interception, des bateaux de surveillance et des stations de radar, voire des avions. Et, bien sûr, un système informatique capable de recouper des données, d'accéder en permanence à l'Internet, etc. Difficile, pour un pays ACP, de concilier ces exigences avec les contraintes budgétaires. Ces systèmes sont nécessaires, mais insuffisants s'ils ne sont pas accompagnés de compétences humaines.

Les méthodes dites *software* font appel à des observateurs embarqués ou à la participation des communautés de pêcheurs. Leur rôle officiel consiste à observer à des fins scientifiques. C'est "par défaut", parce qu'ils disposent d'outils de communication, que leurs informations sont utilisées pour la surveillance. Le risque est grand, si cette dernière mission était connue, qu'on ne les laisse plus embarquer.

Sénégal : des comités de pêcheurs

En limitant leurs prises et en adoptant de bonnes pratiques, les pêcheurs de Kayar, au Sénégal, ont permis la reconstitution des stocks de poissons. Des comités de surveillance, initiative locale des populations, veillent au respect de ce "code de Kayar". Les zones de pêche sont maintenant délimitées et un quota de 45 kg de poisson par pirogue et par jour a été fixé. Les techniques hautement destructrices telles que l'usage d'explosifs ou de filets dormants ont été interdites. Aujourd'hui, on pêche moins et les prises sont plus justement rémunérées.

C'est donc naturellement que cette initiative a fait tache d'huile dans les principales zones de pêche sénégalaises : depuis 2001, près de 50 comités locaux ont été créés. Mais les incidents du 11 juin dernier montrent que tous les pêcheurs ne l'acceptent pas.

La présence d'observateurs à bord est cruciale "pour fournir de l'information indépendante sur les activités de pêche des bateaux, quotidiennement et individuellement", selon les conclusions du débat en ligne déjà cité. Ces méthodes supposent, pour être efficaces, que les contrôleurs reçoivent une formation adéquate et une rémunération correcte pour mener à bien leur mission car, comme le constate Mme Uronu, directrice adjointe à la Pêche au ministère des Ressources naturelles et du Tourisme en Tanzanie, "les hauts niveaux technologiques que l'on peut trouver sur les navires modernes dépassent largement la compréhension de ces fonctionnaires de la pêche envoyés pour inspecter les navires". Et leur métier comporte des risques : éventuelle corruption, surtout s'ils sont mal payés, prise en otage et violence, pour les empêcher de communiquer des informations sur ce qu'ils constatent.

Plusieurs expériences qui associent étroitement les communautés de pêcheurs à la

surveillance ont aussi été menées en Afrique de l'Ouest. Après tout, les pêcheurs connaissent parfaitement les lieux. Cependant, tout en donnant des résultats positifs, ces expériences posent la question de la motivation : les pêcheurs sont à la fois contrôleurs et partie prenante. Il est en effet établi que les pêcheurs artisans sont coresponsables de la surexploitation des ressources.

Une culture du changement

Voilà pour les méthodes. Mais rien de tout cela ne saurait fonctionner sans que deux conditions au moins soient remplies. D'abord, l'existence de règles claires sur ce qui est permis et interdit, assorties de sanctions et de leur application. Ensuite, une coopération régionale entre pays concernés par le même problème. C'est vrai au Nord : le 14 mars dernier, le Conseil européen de la pêche s'est enfin mis d'accord sur l'établissement d'une Agence communautaire de contrôle de la pêche, qui s'installera à Vigo, en Espagne, et qui devra coordonner les contrôles de pêche dans les eaux communautaires, mais aussi – information utile pour les pays ACP – dans le cadre des accords bilatéraux de pêche.

C'est aussi vrai au Sud, où l'une des plus grandes réussites dans ce domaine est le programme SCS des pays côtiers de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). Financé par l'UE, il a permis de mener, depuis 2003, des opérations conjointes bi- ou trilatérales de surveillance entre les pays concernés et de renforcer l'équipement, l'échange d'informations et les ressources humaines de ceux d'entre eux qui en étaient le moins pourvus. La Tanzanie, par exemple, a maintenant plus de 30 observateurs formés. Toujours selon Mme Uronu, le premier changement nécessaire pour atteindre ces résultats consiste à vaincre l'inertie et la bureaucratie. Une culture du changement s'impose.

La Commission "thon" pour l'océan Indien, qui compte sept pays continentaux ou insulaires de la partie est de l'Afrique, est un autre exemple de coopération régionale. D'après Mark Pearson, du Secrétariat du Marché commun de l'Afrique australe et de l'Est (COMESA), cette coopération a déjà permis de réduire le nombre de bateaux frigos pratiquant la pêche INN de 140 à 40. Une des méthodes utilisées est l'échange, entre pays membres et d'autres, de listes des navires autorisés avec leur tonnage (dite "liste positive").

D'autres regroupements régionaux en place dans le domaine de la pêche pourraient déboucher sur des initiatives semblables. C'est le cas du programme Pêche, commerce et environnement en Afrique de l'Ouest (PCEAO), qui s'est réuni début juin 2005 à Dakar. La question de la surveillance n'était pas explicitement à l'ordre du jour, mais la Commission sous-régionale des pêches d'Afrique de l'Ouest (CSRP) a un projet dans ce sens, promu notamment par la coopération luxembourgeoise. Dans la zone Caraïbe, le *Caribbean Regional Fisheries Mechanism* compte, parmi ses activités



Photo : © SADC/UEMCS programme



Photo : Y. Paris © IRD



Photo : F. Uronu © IRD

La coopération régionale peut être la clé d'un contrôle plus efficace des zones de pêche

prioritaires, "l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme de [...] suivi, contrôle et surveillance". Enfin, l'Unité de suivi, de contrôle et de surveillance de l'Agence des pêches du forum du Pacifique Sud (FFA), dont le secrétariat se trouve aux îles Salomon, a mis en place depuis 1999 un système de surveillance des navires par satellite pour le compte de ses États membres. Il a prouvé son efficacité : le nombre de cas de pêche illégale enregistrés par les autorités est resté à un niveau faible.

La surveillance des pêches, nous l'avons vu, demande des moyens. Comment déployer ceux-ci au mieux et quels sont les appuis nécessaires ? C'est ce que les futurs accords de pêche à conclure entre les pays ACP et l'UE devraient s'attacher à expliciter. Tout comme ils devraient encourager l'harmonisation des législations entre États et la coopération régionale sous diverses formes : échange de données, patrouilles communes, échange de personnel et d'expériences entre les équipes et systèmes de surveillance dans l'UE et les régions ACP concernées. C'est, à moyen terme, l'intérêt de tous.

Voir *Repères* page 10

Prédire la répartition des plantes

■ FloraMap est un logiciel capable de déterminer si une plante connue dans une région a une chance d'exister ailleurs dans le monde. Développé par le Centre International d'agriculture tropicale (CIAT), FloraMap est basé sur le fait que les caractéristiques climatiques du lieu où la plante est connue sont de bons indicateurs des conditions environnementales nécessaires à son développement. À partir de la latitude, de la longitude et de l'altitude du lieu où pousse déjà l'espèce recherchée, FloraMap génère une carte de probabilité indiquant les autres endroits où l'on peut éventuellement trouver et préserver la même espèce en Afrique, en Amérique latine et en Asie.

Site Web : www.floramap-ciat.org

Savoirs traditionnels partagés

■ Les agriculteurs tanzaniens et kenyans développent des stratégies de protection durable des récoltes et se passent le mot lorsqu'ils trouvent une solution à leur problème. En cas de résultats positifs sur le terrain, ils diffusent le message via la radio, des supports écrits, la musique ou le théâtre traditionnels, afin que leurs collègues d'autres districts puissent tester des stratégies similaires. Cette initiative a été lancée par le Programme de protection des cultures du Département britannique pour le développement international (DFID). Celui-ci s'appuie sur les savoirs paysans traditionnels qu'il enrichit de connaissances scientifiques sur les ravageurs, les maladies et les adventices, et les manières de les contrôler. Dans le district de Singida en Tanzanie, les paysans ont reçu un soutien pour remplacer les produits agrochimiques, chers et polluants, par des méthodes traditionnelles de protection des cultures contre les oiseaux granivores, des *quelea*. Ils emploient l'information traditionnelle d'alerte précoce basée sur les migrations des oiseaux.

DFID Crop Protection Programme
Park House, Bradbourne Lane
Aylesford, Kent ME20 6SN
Royaume-Uni
Fax : +44-1732 220498
E-mail : f.kimmins@nrint.co.uk

Taro congelé

■ Selon les scientifiques, une méthode de cryoconservation du taro testée au Centre régional de germoplasme des Fidji a obtenu des résultats extrêmement prometteurs. Des taux de récupération de 100 % ont été atteints pour plusieurs cultivars de la collection TaroGen, conservés par congélation. La réaction d'autres cultivars est actuellement à l'étude, mais on espère utiliser ce protocole pour conserver par congélation la collection entière de taro du Pacifique.

Source : PAPGREN

Les agriculteurs kenyans se tournent vers l'amarante graine



Photos : © ICGRI

■ Selon l'ONG locale Systèmes stratégiques de réduction de la pauvreté (SPAS), l'amarante hybride (*Amaranthus hybridus*) permettrait d'accroître de manière substantielle la production alimentaire dans les zones sèches du Kenya. L'amarante était considérée jusqu'à récemment comme le légume du pauvre, mais les agriculteurs kenyans la sèment de plus en plus. L'ONG SPAS, basée à Nairobi, encourage sa culture en partenariat avec les Églises et les comités villageois. L'amarante génère des rendements plus importants que d'autres plantes à graines ; elle pousse sur des sols pauvres et

résiste à la sécheresse, aux parasites et aux maladies, sa culture exige donc moins de temps et d'argent, et s'avère plus écologique que celle de plantes nécessitant des pesticides. L'amarante a également des vertus médicinales. Sa teneur en lysine, un acide aminé essentiel, est exceptionnellement élevée et elle s'est révélée bénéfique dans le traitement du VIH/sida et d'autres maladies débilitantes, en permettant aux patients de récupérer leur énergie. La période de maturation de l'amarante n'est



que de 45 à 75 jours et elle ne nécessite qu'un tiers de l'eau utilisée par d'autres plantes à graines dans des conditions culturales similaires. La farine d'amarante a un goût agréable de noisette, et présente l'avantage de ne pas être collante.

"L'amarante est une vraie bombe nutritionnelle", affirme Linus Ndonga de la SPAS. Il est convaincu que l'amarante pourrait améliorer la nutrition dans les zones sèches "efficacement et de manière durable". La SPAS a fourni des semences certifiées à des groupes de femmes formées à la production d'amarante. À Maragwa, zone frappée par la sécheresse et où la culture de céréales a échoué, l'amarante a obtenu des rendements de 800 à 1 000 kg par demi-hectare. Selon Lynus Ndonga, elle pourrait nourrir deux fois plus de personnes par unité de surface. "L'amarante constitue une percée dans la lutte contre l'insécurité alimentaire. Reste le défi qui consiste à lui faire intégrer le panier des aliments de base des Kenyans."

Strategic Poverty Alleviation Systems
PO Box 7795-00200
Nairobi
Kenya
E-mail : spastrategysystem@yahoo.com

De la chaux abordable grâce au broyeur à marteau

■ Aluminium et manganèse provoquent l'acidité des sols et sont donc facteurs de faibles rendements. La chaux agricole permet de corriger cette acidité. Il s'agit d'un minéral bon marché et on la trouve partout en Zambie. La plus grande dépense liée à cet intrant essentiel concerne son transport ; une production locale de chaux permettrait donc d'en réduire le coût. C'est dans cet esprit que l'Unité de développement et de conseil technologique (TDAU) de l'Université de Zambie s'est associée à la Société géologique britannique dans le cadre du projet Développement local de chaux bon marché en Afrique australe. Celui-ci vise à développer une production de chaux à petite échelle et à faible



Photo : © TDAU

Un moulin à grain adapté au broyage des minéraux

d'agriculteurs et d'entrepreneurs zambiens ont acheté ces broyeurs et mis sur pied des unités mobiles de production de chaux pour leur usage propre ou pour la vente aux communautés locales. Les entrepreneurs qui souhaitent fabriquer des broyeurs à marteau portatifs peuvent obtenir un agrément auprès de la TDAU. Leur prix de vente est d'environ 1 860 € l'unité.

Raphael Jere
Technology Development and Advisory Unit
University of Zambia
PO Box 32379
Lusaka
Zambie

coût, pour l'agriculture et le traitement de l'eau.

Afin de relever ce défi, les ingénieurs de la TDAU ont conçu un broyeur à marteau portatif à partir d'un moulin à grains et l'ont adapté aux minéraux, en l'occurrence à la chaux agricole. À ce jour, plus d'une douzaine

Développement : moisson de victoires pour les nations ACP

■ Les pays ACP ont remporté une série impressionnante de victoires à l'occasion du nouveau prix dédié au développement durable, l'Initiative Soutenir les entrepreneurs : actions en matière d'environnement et de développement (SEED), lancée par l'Union mondiale pour la nature (IUCN), le Programme

progresser le développement durable dans leurs communautés et à contribuer aux Objectifs du millénaire pour le développement des Nations unies. Les Seed Awards ne sont pas des récompenses en argent mais un ensemble flexible de mesures individualisées de soutien, y compris un accès facilité aux

Ont aussi été récompensés les efforts conjoints de l'Université Cornell aux USA et de plusieurs ONG et communautés locales du Cambodge, de Madagascar et du Sri Lanka, partenaires d'une initiative de soutien aux revenus ruraux par la commercialisation de variétés locales de riz cultivées dans des conditions favorables à l'environnement. Le projet utilise une méthode de production appelée Système de riziculture intensive (SRI), qui fonctionne sans submersion des rizières et produit des plants plus robustes, avec moins de fertilisants chimiques et de pesticides. Les petits producteurs ruraux qui le pratiquent réalisent jusqu'à 50 % d'économies en eau et peuvent jusqu'à doubler leurs rendements.

Toujours à Madagascar, un projet communautaire expérimental – création de la première Zone maritime protégée – montre comment des partenariats entre populations locales, instituts de recherche et ONG peuvent préserver l'environnement marin et favoriser des modes de subsistance durables. Le projet, qui implique les 1 200 communautés d'Andavadoaka, assure un équilibre entre les besoins des pêcheurs locaux et la protection des nombreux récifs coralliens de la région. L'éco-tourisme est encouragé en tant que soutien financier de ce travail de conservation, facteur de diversification de l'économie locale et de réduction de la pression sur les stocks halieutiques.

▲ The Seed Initiative
E-mail : info@seedinit.org
Site Web : www.seedinit.org



Une communauté malgache récompensée pour s'être mobilisée en faveur de l'environnement marin

des Nations unies pour le développement (PNUD) et le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNU). Trois des cinq lauréats sont originaires des régions ACP. Parmi les projets récompensés : un système écologique de production de riz en Afrique de l'Est, une zone maritime protégée à gestion communautaire à Madagascar et une centrale électrique qui transforme les déchets et autres résidus bovins en énergie au Nigeria.

Les gagnants ont été sélectionnés parmi plus de 260 candidats de 66 pays, représentant 1 200 organisations. Ils ont été choisis pour leur capacité à faire

baillieurs, destiné à donner toutes leurs chances à des partenariats gagnants.

L'un des projets récompensés, piloté à Ibadan au Nigeria, convertit les effluents et déchets des abattoirs en énergie, générant des revenus pour les communautés urbaines démunies tout en réduisant la production de gaz à effet de serre. Le projet traite les déchets des abattoirs et les recycle en biogaz utilisé notamment pour la cuisine. On en tire aussi un autre sous-produit, un fertilisant agricole. Le biogaz est bien moins onéreux que le gaz liquide disponible dans le commerce.

Fertilisation par microdoses

■ L'utilisation d'engrais dans les pays du Sud se heurte à divers obstacles. Le prix élevé de ces produits industriels est souvent rédhibitoire pour les paysans, qui hésitent à consentir un tel investissement compte tenu des aléas climatiques. Aussi, pour lever ces freins, plusieurs expériences de fertilisation à faibles doses (dites microdoses) ont-elles été entreprises en plaçant la dose directement à la racine du plant.

Le projet intrants de la FAO montre que la productivité du

mil et du sorgho s'améliore par ce type de fertilisation. Par exemple, l'application de 20 kg/ha de di-ammonium phosphate 18-46-0 (DAP) au poquet, c'est-à-dire avec la semence, permet d'augmenter les rendements de près de 70 %. Le double avantage de cette technique réside dans la faible quantité totale d'engrais utilisée et la préservation de l'environnement.

L'Institut international de recherche sur les cultures pour les tropiques semi-arides (ICRISAT)

du Niger, et des partenaires locaux tels que l'Institut de l'environnement et recherches agricoles (INERA) au Burkina Faso, l'Institut d'économie rurale (IER) au Mali et l'Institut national de recherche agronomique du Niger (INRAN) ont également effectué des tests probants sur le sorgho et le mil dont les rendements ont augmenté.

Au Niger, désormais, des agriculteurs sont formés à cette pratique et des champs-écoles se développent.

Un éco-label pour le poisson

■ Un nouveau dispositif d'éco-labelisation vient d'être lancé afin d'assurer la durabilité des pêcheries marines dans le monde. La FAO a publié un ensemble de directives pour aider les gouvernements et les organisations désireuses de recourir au dispositif de labellisation pour les poissons et les produits de la pêche. Le logo distinctif garantit que le poisson a été capturé en accord avec les normes de conservation et de durabilité, telles que celles qui préviennent la surexploitation ou les effets négatifs sur les espèces en danger ou menacées, ainsi que sur les biotopes fragiles. Pour pallier le manque de ressources financières et techniques des pays les plus pauvres, ces directives en appellent à un soutien financier et technique complémentaire afin d'aider ces pays à mettre en place une éco-labelisation qui leur soit profitable.

Site Web : www.fao.org/newsroom/fr/news/2005/100302/index.html

Un nouveau four économique

■ De nombreux ménages tanzaniens ont pu réduire de plus de moitié le temps de cuisson et le combustible de cuisine utilisé en passant du four traditionnel à charbon de bois au nouveau four *pumba*. Lonely Mkumbo, une habitante de la région de Singida, qui dépensait l'équivalent de 0,40 € par jour en combustible, ne dépense aujourd'hui que 0,20 €. Le four, qui utilise poussière ou résidus de riz, de maïs ou d'autres cultures transformées, est bien plus efficace que les foyers traditionnels, avec des risques de brûlures nettement réduits car les flammes sont entièrement couvertes par la marmite. Les écologistes ont salué l'innovation et la recommandent en ville comme dans les villages.

Passion moringa

■ L'association française PROPAGE a réalisé une série de documents méthodologiques destinés aux projets qui cherchent à développer à des fins nutritionnelles la culture et la consommation de feuilles de moringa (*Moringa oleifera*). Téléchargeables en ligne, ces documents expliquent aussi bien le contenu nutritionnel de cet arbre tropical oléagineux (voir *Spore 106*) que les méthodes de séchage-broyage de ses feuilles. Le site bilingue propose aussi des maquettes de posters et des tracts illustrés sur les thèmes de la production, de la transformation et de l'intérêt pour la santé.

▲ Armelle de Saint-Sauveur
PROPAGE
211, rue du Faubourg-Saint-Antoine
75011 Paris
France
Tél. : +33 143 70 59 32
Fax : +33 140 09 04 79
E-mail : armelle@moringanews.org
Site Web : www.moringanews.org

Abeilles sur les ondes

■ Au Cameroun, la station de radio Voice of Oku produit des émissions sur les abeilles et les arbres. Les émissions font la promotion de la plantation d'arbres, dont les nombreuses fleurs participent à l'accroissement de la production de miel. Par ailleurs, en transportant les pollens de fleur en fleur, les abeilles sont des agents pollinisateurs efficaces pour les nombreuses cultures vivrières. En intégrant les abeilles mellifères aux systèmes d'agroforesterie, les agriculteurs peuvent améliorer considérablement la production agricole. La radio recommande des stratégies durables qui englobent la plantation active et la conservation d'arbres comme *Calliandra spp.* et *Acacia spp.*

▲ Aaron Kah
CP 214, Bamenda
Cameroun
E-mail : aaronkah@yahoo.co.uk

Les patates séchées ont la cote

■ Le commerce des patates douces séchées au soleil (*otere-ecok*) explose dans le district de Lango en Ouganda. Les cultivateurs locaux les vendent en tranches, 800 shillings ougandais (0,37 €) le kilo. Des marchands des districts de Lira et d'Apac affluent vers les villages et les marchés ruraux pour acheter les patates, revendues sous forme de chips. Écoles et grands hôtels constituent le gros de la clientèle. L'idée émane de chercheurs de la station de recherche de Kawanda, qui fait partie de l'organisation nationale ougandaise de recherche agricole (NARO).

▲ Kanyanya Integrated Agricultural Organisation (KAGIO)
PO Box 30182
Kampala
Ouganda
E-mail : namarajust@yahoo.com

PigTrop, le site du cochon tropical

■ L'élevage porcin et les filières porcines des pays du Sud ont maintenant leur site. Conçu par le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), PigTrop est alimenté en informations par de nombreux autres acteurs de la recherche et du développement travaillant dans et pour les pays du Sud. Une rubrique intitulée "Vie scientifique" présente les aspects techniques de la filière ; la partie "Dans le monde" permet de rechercher des informations selon cinq grandes zones géographiques tropicales. La rubrique "Les petits curieux" nous dit tout sur le porc de manière pédagogique et ludique. Une galerie photo, des liens, des actualités et une page des publications récentes : il ne manque rien à ce vaste site sur l'élevage porcin.

Site Web :
<http://pigtrop.cirad.fr/index.html>

Boulets de riz



Photos : M. Malenguez © InlcoSud

■ Des chercheurs du Centre wallon de recherches agronomiques de Gembloux testent au Sénégal un nouveau combustible, dénommé Bioterre, à partir de résidus agricoles (café, balle de riz...). Il se présente sous forme de boulets obtenus par le broyage de ces déchets mélangés à de l'eau et de l'argile. Après une phase de granulation, les boulets sont séchés au soleil puis conditionnés. Ce procédé permet d'adapter le combustible à l'usage tant domestique qu'artisanal, en modifiant la composition ou la taille des boulets.

D'après les responsables du projet, 1 000 tonnes de balle de riz peuvent préserver jusqu'à 400 ha de forêt. En outre, au Sénégal, où une unité de production a été implantée, le combustible est vendu 60 FCFA/kg (0,10 €), tandis que le charbon de bois l'est à 212 FCFA/kg (0,32 €).

Une enquête effectuée auprès d'une trentaine de ménagères sénégalaises révèle que 90 % d'entre elles acceptent d'utiliser Bioterre à la place du charbon de bois. Toutefois, les ménages doivent d'abord acquérir des

fourneaux adaptés au prix actuel de 7 000 FCFA (11 €). Une réduction des coûts de production, tant des combustibles que du fourneau, s'avère donc encore nécessaire pour une large diffusion.

Des plantes entre ciel et terre

■ Faire connaître l'intérêt agronomique et économique des plantes capables de fixer l'azote de l'air reste un objectif à atteindre dans la plupart des pays du Sud.

En novembre 2004, lors du 11^e congrès de l'Association africaine pour la fixation biologique de l'azote (AABNF), une troupe de danse a présenté un spectacle pour montrer comment une plante qui capte l'azote de l'air peut en faire bénéficier ses voisines qui ne savent profiter que de l'azote du sol.



Photo : © Sylla International

De la bière de café rwandais

■ Une brasserie londonienne a commencé à produire de la bière brassée à partir de grains de café rwandais. La bière qui contient 4 % d'alcool, consommée en *capuccino* ou en digestif, cible une clientèle de consommateurs adultes. Cette brasserie utilise du café Arabica issu du commerce équitable, provenant de la coopérative Abuhuzamugambi, dans la province de Butare. Le patron de la brasserie, Alastair Hook, a aussi testé des fèves d'autres pays producteurs avant de fixer son choix sur le café rwandais. Il a goûté en aveugle des cafés du Brésil et de Colombie, sans être convaincu par leur saveur pour sa bière de café. Ce n'est qu'après avoir goûté l'arôme chocolat et vanille du café rwandais qu'il sut avoir

enfin trouvé le "caractère soyeux, velouté" qu'il recherchait.

Le café est l'une des exportations majeures du Rwanda mais le brasseur tenait à se fournir auprès d'une source équitable. Il s'est donc mis en quête d'un tel fournisseur au Rwanda. "Nous sommes les seuls producteurs de bière de café des îles britanniques... et à ma connaissance, les seuls producteurs de bière issue du commerce équitable", dit-il.

L'intuition de M. Hook d'un mariage heureux entre bière et café semble avoir payé. La compagnie britannique en vend d'ores et déjà des volumes conséquents par l'intermédiaire de la chaîne britannique de supermarchés Sainsbury's. Cette bière est également commercialisée dans les pubs, les bars et les restaurants.



Photo : © Meantime Brewery

Un espoir pour la jeunesse africaine

■ Le concours de rédaction pour les jeunes lancé par le CTA en collaboration avec le réseau d'études sur la politique technologique africaine (ATPS) a suscité environ 50 candidatures des quatre coins du continent, toutes d'excellente qualité. Les candidats ont planché sur le thème : *Créer emplois et ressources financières pour les jeunes en Afrique*. Le premier prix est allé à Winnie Alum, d'Ouganda, le deuxième à Muthoka Christine Ndunge et le troisième à Phillip Mutuma Munyua, tous deux kenyans. Chacun des trois lauréats a reçu un prix de 200 €. Leurs textes sont reproduits *in extenso* sur le portail du CTA *Connaissances pour le développement*.

Les enfants et les jeunes constituent plus de la moitié de la population africaine, une proportion en augmentation très rapide, en partie à cause du VIH/sida. La combinaison d'autres facteurs, comme des taux de chômage élevés et la faible scolarisation, fragilise encore un peu plus la jeunesse au sein de la société africaine. Winnie Alum est pourtant convaincue que celle-ci représente l'espoir de ce continent. Il faut donc, selon elle, investir dans cette jeunesse. Son essai – qui a remporté le premier prix – décrit avec conviction l'urgence de projets plus nombreux visant à



Photo : © Sylla International

améliorer les conditions de vie des jeunes vivant en milieu rural, grâce au développement spécifique des sciences et technologies et des innovations. "Les jeunes peuvent eux-mêmes les mettre en place et les développer", écrit-elle.

Muthoka Christine Ndunge nous rappelle que le progrès technique est "le facteur déterminant pour la croissance économique durable d'un pays ou d'une région". Elle reste convaincue que l'agriculture – revigorée par les innovations scientifiques et technologiques – est le meilleur espoir pour l'Afrique. Elle décrit en outre comment le développement de la culture *in vitro* de

bananiers et l'introduction de techniques de collecte de l'eau et de conservation des sols au Kenya ont amélioré les rendements et les revenus des petits exploitants, prouvant ainsi aux jeunes qu'il existe bel et bien un avenir dans l'agriculture.

Phillip Mutuma Munyua examine deux exemples concrets d'augmentation des revenus des agriculteurs grâce à de nouvelles cultures – fruit de la passion et graine d'amarante en l'occurrence – qui devraient convaincre les jeunes des campagnes que l'agriculture est une activité doublement valorisante, socialement et économiquement.

Site Web : <http://knowledge.cta.int>

Agricultures familiales de demain

■ Le site Internet "Agricultures familiales et mondes à venir" met en avant la première entreprise au monde : l'agriculture familiale. À elle seule, elle emploie quelque 1,48 milliard d'actifs agricoles, dont 96 % vivent dans les pays du Sud. Partout, ils sont confrontés à de nombreux défis comme la diminution des soutiens publics, l'ouverture des marchés à la concurrence, la prise en compte des préoccupations environnementales, les exigences nouvelles des consommateurs. Aussi, du Brésil à la Thaïlande, de Madagascar au Cameroun, en passant par l'Europe, les agriculteurs innovent, analysent leur situation, conçoivent des solutions adaptées à leurs problèmes et anticipent les évolutions à venir.

Site Web : <http://afm.cirad.fr>

Grenouilles à l'essai

■ L'élevage de grenouilles peut constituer une source supplémentaire de revenus et de protéines alimentaires. Au Kivu (République démocratique du Congo), où il est expérimenté dans des étangs aménagés sur d'anciennes cavités de fabrication de briques, une trentaine de grenouilles peuvent donner en un an environ un millier de grenouilles commercialisables. Elles doivent être alimentées en proies vivantes (insectes) et leurs prédateurs naturels (serpents, oiseaux, etc.) doivent être tenus à distance par des enclos. Les cuisses de grenouille sont consommées localement dans de nombreux restaurants et un important marché existe en Europe qui en importe annuellement pour une valeur de 29 millions d'euros.

Gestion des ravageurs dans les tropiques

■ Pesticide Action Network (PAN) Allemagne a développé un service d'information en ligne, qui fournit formation et appui aux paysans des tropiques dans la lutte biologique contre les ravageurs. OISAT Info est un service d'information sur Internet qui cible les besoins des petits exploitants agricoles. Il présente les méthodes préventives et curatives de contrôle des ravageurs, dans le but de réduire l'usage des pesticides de synthèse. Les utilisateurs peuvent sélectionner, télécharger et éditer les sections d'OISAT Info qui les concernent, de manière à imprimer leur brochure à la demande. Ce site, en anglais, propose aussi un service de traduction en langues locales.

Le mil nouveau est arrivé

■ Une nouvelle variété de mil, mise au point par l'Institut national pour l'étude et la recherche agronomique du Burkina (INERA), séduit les paysans du centre-sud du pays. La variété IKMP5, rebaptisée Kiipala (nouveau mil) par les agriculteurs, est appréciée pour sa précocité et sa résistance à la sécheresse, supérieures à celles de la variété traditionnelle.

Selon Kyelem Benjamin, technicien de recherche à l'INERA, son cycle est de 70 jours, presque la moitié de celui du mil traditionnel. Ainsi, les paysans peuvent semer tardivement. Ils gèrent mieux leur calendrier agricole et leur charge de travail est allégée. Ils ont le temps de s'adonner à d'autres activités telles que la culture du maïs, de l'arachide, du niébé, etc. "Avec la variété améliorée, explique Souleymane Ouédraogo, un

agriculteur, il faut labourer et faire des billons, semer et faire le sarclage et le buttage, tandis que, pour la variété traditionnelle, il faudrait retourner cinq ou six fois pour le sarclage."

Les paysans apprécient également la variété améliorée pour son goût. Elle est plus facile à mâcher et beaucoup plus sucrée, au point qu'elle permet de fabriquer du *zoom koom*, une boisson locale à base de farine de mil, sans y ajouter de sucre. Selon eux, les mets à base de ce nouveau mil sont plus appétissants car il est moins jaune que le mil traditionnel.

L'introduction de cette nouvelle variété dans le département de Toessé date de deux ans. Le nouveau mil exige plus de technicité : respect des distances entre les lignes (80 cm) et entre les plants (40 cm), souligne M. Benjamin. Dans leur



Photo : © Sylla International

enthousiasme, certains paysans le créditent de rendements supérieurs, ce que réfute le chercheur de l'INERA : le mil traditionnel et la variété améliorée ont des rendements identiques s'ils sont cultivés dans les mêmes conditions. En revanche, précise-t-il, IKMP5 résiste mieux au mildiou, la lèpre du mil.

Pêche en ligne



Photo : © SADC/UE MCS programme

Avant de lancer nos filets et de partir à la pêche aux informations, il est bon de savoir ce que recouvre exactement la notion de "pêche illicite, non déclarée et non réglementée". Rendez-vous donc sur le site de la FAO pour prendre connaissance de la déclaration de Rome adoptée par 121 États le 12 mars 2005 et qui détaille l'arsenal des mesures susceptibles de limiter l'ampleur de ces fraudes. Une brochure téléchargeable permet de vous familiariser avec les outils de lutte contre la pêche illicite. Consultez régulièrement la section pêche de la FAO qui suit de près ce dossier.

Le site du CTA donne accès en ligne à de nombreux documents rassemblés pour la **conférence sur les relations UE-ACP** en matière de pêche qu'il a organisée à Bruxelles en décembre 2004. Entrez aussi dans le vif du débat avec le forum sur la pêche illégale organisé par le CTA sur le site d'**Euforic**, plate-forme coopérative européenne d'information et de communication sur la coopération internationale. Tout expert peut s'y inscrire (voir adresse D-Groups ci-contre).

Le numéro 16 du bulletin du CTA, **ICT Update** de mars 2004, est entièrement consacré à la surveillance des pêches, en particulier à l'application des NTIC. À surveiller également la section pêche d'**Agritrade**, portail du CTA, qui suit l'actualité sur ces questions.

Les sites des organisations régionales donnent aussi accès à quantité d'informations. Commençons par celui de la **Direction générale des pêches et des affaires maritimes de l'UE**. Pour les Caraïbes, consultez celui de l'**organisation responsable des pêches des Caraïbes (CRFM)**.

Pour le Pacifique, rendez vous sur celui de l'**Agence des pêches du forum du Pacifique Sud (FFA)** qui publie un trimestriel consacré au Suivi, Contrôle et Surveillance (SCS), *MCS Newsletter*. Celui de la **Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC)** présente le Programme MCS mené en commun par les pays membres et donne les adresses des points de contact nationaux. Le **Programme pêche-commerce-environnement en Afrique de l'Ouest (PCEAO)** est présenté en ligne. Le site du

Secrétariat du Marché commun de l'Afrique australe et de l'Est (COMESA) aborde lui aussi le sujet.

Du côté non gouvernemental, la **Coalition pour des accords de pêche équitable (CFFA-CAPE)** informe les communautés côtières notamment sur les relations Pêche entre l'UE et les pays ACP. À la même adresse, le **Collectif international d'appui à la pêche artisanale (ICSF)** publie la revue *Samudra*, consacrée aux pêcheurs artisans de tous les continents.

Pour en savoir plus

Agritrade

Section Pêche
<http://agritrade.cta.int/fisheries/indexfr.htm>

CTA

D-Groups
www.dgroups.org/groups/acp-fisheries/index.cfm?op=act_login

• **Conférence sur les relations de pêche ACP-UE organisée par le CTA**
www.cta.int/events2004/fish/documents.htm

ICT Update

N° 16 de mars 2004
<http://ictupdate.cta.int/index.php/article/frontpage/19>

CAPE

Rue du Midi, 165000 Bruxelles
Belgique
Fax : +32 (0)2 513 7343
Site Web : www.cape-cffa.org/index_fr.php

COMESA

www.comesa.int/agri/Fisheries/view?cl=fr

CRFM

www.caricom-fisheries.com/main/about_us.asp

DG Pêche de l'UE

http://europa.eu.int/comm/dgs/fisheries/index_fr.htm

EUFORIC

<http://www.euforic.org/docs/200504191223305777.doc>

FAO

• Département des pêches
www.fao.org/ffi/debut.asp
• Mettre un terme à la pêche illicite, non déclarée et non réglementée
FAO, 2001
ISBN 92 5 204760 3
Téléchargeable sur :
www.fao.org/documents/show_cdr.asp?url_file=/DOCREP/005/Y3554/Y3554F00.HTM

FFA

www.ffa.int

ICSF

www.icsf.org

PCEAO

www.enda.sn/diapoll/pceao.htm

SADC

www.sadcfisheries.com/Default.asp

Les PPP pas à pas

La multiplication des partenariats public-privé (PPP) dans la recherche agricole des pays du Sud s'inscrit dans l'idée que le monde de l'entreprise peut et doit participer à la croissance au Sud. Un document du Programme des Nations unies pour le développement, intitulé *Libérer l'entrepreneuriat, mettre le monde des affaires au service des pauvres*, constitue une des pierres angulaires de cette dynamique. Les PPP en sont un des aspects clairement présentés dans le cadre du développement rural par **Inforessources**.

Pour bien comprendre l'intérêt de la démarche, n'hésitez pas à vous plonger dans deux documents de référence, l'un de la Banque mondiale sur l'historique de *La recherche agricole en Afrique*, l'autre de l'**Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI)** sur *les investissements dans la recherche agricole en Afrique subsaharienne*. Dès lors, vous serez mieux à même

d'apprécier les avantages des PPP présentés en anglais dans deux longs documents de l'**IFPRI** et du **Service international pour la recherche agricole nationale (ISNAR)**. Toutefois, pour être informé des difficultés qui pourraient se dresser sur votre route, n'hésitez pas à lire le dossier de *Grain de sel* sur la recherche agricole.

Pour finir, consultez le site du CTA, **Connaissances pour le développement**, qui aborde la question du partage des bénéfices de cette recherche commune au public et au privé. D'amples exemples de répartitions possibles sont accessibles grâce aux actes de l'*Atelier international d'experts sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages résultant de leur utilisation*.

Pour en savoir plus

• Atelier international d'experts sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages résultant de leur utilisation

www.canmexworkshop.com/documents/final/French.pdf

Connaissances pour le développement

<http://knowledge.cta.int/fr/>

Grain de sel

www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/GdS29-3.pdf

IFPRI

• Les investissements dans la recherche agricole en Afrique subsaharienne : tendances récentes
www.ifpri.org/french/pubs/lib/ib24fr.pdf
• Public-private partnership in Agricultural research
www.ifpri.org/divs/epd/dp/papers/eptdp113.pdf

Inforessources

www.inforessources.ch/pdf/focus_1_05_f.pdf

• La recherche agricole en Afrique

www.worldbank.org/afri/aftrsi/indexf.htm

• Libérer l'entrepreneuriat, mettre le monde des affaires au service des pauvres
www.undp.org/cpsd/documents/report/french/fullreport_f.pdf

ISNAR

www.isnar.cgiar.org/ppp/

Publications

Les agriculteurs piégés par les prix

■ Le nouveau rapport de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) confirme ce que de nombreux agriculteurs des pays ACP apprennent à leurs dépens : le déclin à long terme des prix des produits agricoles menace les modes de subsistance de millions de personnes qui comptent sur ces ventes. *La situation des marchés des produits agricoles 2004* décrit comment les agriculteurs se trouvent piégés dans la spirale descendante des prix : alors qu'ils produisent et exportent davantage que par le passé, leurs revenus diminuent nettement.

Le rapport fait état d'une situation particulièrement difficile pour certains pays ACP en raison de la chute des prix des boissons tropicales, du sucre et des bananes. Il met en avant le danger d'une dépendance à l'égard d'un petit nombre de produits agricoles ; les producteurs sont alors exposés aux conditions défavorables du marché ou du climat. Il critique toutefois sévèrement les distorsions des marchés engendrées par des tarifs agricoles élevés et des subventions aux producteurs des pays



du Nord, qui limitent l'accès au marché et poussent à la baisse les prix des produits. Le rapport appelle l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à négocier en priorité une réduction des tarifs douaniers agricoles, du soutien aux producteurs et des subventions dans les pays du Nord. Il faut stopper l'escalade des taxes douanières qui pénalisent les exportations de marchandises transformées en provenance du Sud.

Le rapport invite également les pays du Sud à réduire leurs taxes afin d'encourager le commerce Sud-Sud et de permettre aux

consommateurs de bénéficier des prix mondiaux inférieurs. Il souligne aussi le besoin pour les pays du Sud d'améliorer leur capacité à tirer profit des opportunités offertes par la libéralisation du commerce. La diversification semble la voie la plus prometteuse.

Pour autant, la FAO admet que ces pays doivent affronter, d'une part, des défis majeurs dans la mobilisation des investissements et la formation nécessaire pour passer à de nouvelles cultures et, d'autre part, des difficultés quant au respect de standards de qualité élevés et aux délais de livraison exigés par la grande distribution des pays du Nord.

La situation des marchés des produits agricoles 2004
FAO, 2004, 56 p.
ISBN 92 5 205133 3
25 \$ US
FAO
Division de l'information
Service de la gestion des publications
Viale delle Terme di Caracalla
00100 Rome
Italie
Fax : +39 06 5705 3360
E-mail :
publications-sales@fao.org
Site Web :
www.fao.org/catalog/inter-f.htm

Stop aux maladies animales !

■ La mondialisation ne fait pas que faciliter la circulation des produits, particulièrement dans le secteur de l'élevage. Chaque bœuf, chaque volaille qui passe les frontières est potentiellement vecteur d'une maladie endémique de son pays d'origine et responsable de l'apparition d'une maladie nouvelle dans le pays d'arrivée ou de transit. Pour les pays du Sud qui trouvent dans les exportations un débouché important comme pour les pays importateurs qui profitent de ces produits, les échanges transfrontaliers sont cependant précieux. Encore faut-il qu'ils ne soient pas responsables de nouveaux fléaux sanitaires tels que la grippe aviaire ou la tremblante du mouton. Pour concilier échanges et sécurité sanitaire, des procédures de surveillance des foyers de contamination sont mises en place dans tous les pays.



Alliant une gestion locale et une attention internationale, les organismes de surveillance épidémiologique sont les premiers garants de la bonne circulation des produits animaux. Deux vétérinaires, Barbara Dufour et Pascal Hendriks, proposent dans leur ouvrage une aide méthodologique à l'organisation d'un tel réseau de surveillance. Partant de

la définition même de ce qu'est la surveillance, ils vous accompagnent dans l'élaboration des protocoles de surveillance, la compréhension des réseaux existants (nationaux et internationaux) et l'élaboration de plans de formation des acteurs locaux. Dès lors, la collecte ponctuelle, qui permet de démontrer l'absence d'une maladie dans une région ou dans un pays donné, comme les phases d'alerte et la gestion de crise n'auront plus de secret pour vous.

La surveillance épidémiologique en santé animale
Par B. Dufour et P. Hendriks
CIRAD/AEEMA, 2005, 296 p.
ISBN 2 87614 599 5
13 €
La Librairie du CIRAD
TA 283/04, avenue Agropolis
34398 Montpellier cedex 5
France
Fax : +33 467 61 55 47
E-mail : librairie@cirad.fr
Site Web : www.cirad.fr

La même boîte pour tous

■ Sur les marchés, lorsque les prix des produits sont rapportés à une unité de mesure précise (kilogramme), il est possible de les comparer dans le temps et dans l'espace. Cela facilite également la négociation entre vendeurs et acheteurs. Dans le cas du marché des céréales au Niger, les transactions sont généralement réalisées en unités de mesure locales (UML). La *tia* est utilisée sur une grande partie du territoire du Niger tandis qu'ailleurs on utilise *tongolo*, *cope* ou boîtes de tomate. De plus, une même UML n'a pas le même volume partout. Ainsi, le sac de 22 *tias* à Bakin Birji correspond à 26 *tias* à Agadez... Ce livret a été conçu pour éviter les litiges grâce à des tableaux d'équivalence entre UML. Le livret spécifique au Mali vient d'être achevé, celui pour le Burkina Faso est en cours.

Livret d'information sur les UML
Afrique Verte Niger
1 000 FCFA • 1,5 €
Afrique Verte Niger
Boulevard Mali Béro
BP 11751, Niamey
Niger
Fax : +227 75 54 60
E-mail : avniger@intnet.ne

FruiTrop en ligne

■ La revue FruiTrop présente chaque mois une information complète sur les marchés internationaux des fruits et légumes tropicaux frais et transformés. Dorénavant, elle fournit aussi sur Internet des brèves sur les tendances récentes du marché et certaines de ses analyses économiques antérieures de filières, de conjoncture, de produits ainsi que les sommaires du mensuel imprimé.

Site Web :
<http://passionfruit.cirad.fr>

L'élevage agricole

■ Intensifier l'agriculture semble une voie incontournable du développement des pays du Sud. Dans ce numéro d'Habbanae, la revue de Vétérinaires sans frontières, les auteurs proposent d'associer systématiquement l'élevage à l'agriculture. De cette manière, l'énergie animale permettra d'économiser celle des hommes, le fumier d'améliorer la qualité des terres, le lait et la viande d'enrichir la production et finalement d'améliorer l'économie familiale.

Habbanae
N° 71, mars 2004
VSF-CICDA
3,1 €
Vétérinaires sans frontières
Service documentation
14, avenue Berthelot
69361 Lyon Cedex 07
France
E-mail : doc@vsf-france.org
Téléchargeable en partie sur :
www.vsf-france.org/habbanae/numeros/71.html

Une année de lutte intégrée



La production légumière est un composant majeur des stratégies de subsistance des agriculteurs pauvres puisqu'elle fournit travail, revenus et aliments. Toutefois, parasites, maladies, faibles rendements et risques liés à un usage excessif ou impropre de pesticides, menacent souvent les producteurs. Des stratégies alternatives de lutte intégrée efficace et durable, ainsi que des outils de vulgarisation appropriés s'avèrent nécessaires. Sur un mode humoristique mais clair, le calendrier 2006 fournit des conseils sur la lutte intégrée contre les ravageurs (LIR) et sur la sécurité alimentaire portant sur les légumes. Disponible en français et en anglais, le calendrier est un projet conjoint du CTA, de l'Institut des ressources naturelles (NRI) et du Département britannique pour le développement international (DFID). Outil de vulgarisation efficace autant qu'utile, il constitue une base intéressante de discussion et de formation.

Calendrier 2006 sur la lutte intégrée contre les ravageurs
Coédition CTA/DFID/NRI, 2005
CTA N° 1256
5 unités de crédit

Sécurité des aliments

Treize documents de travail présentés et débattus lors de sessions plénières sur la *Mise en place de systèmes efficaces de sécurité sanitaire des aliments* sont repris dans ce rapport. Deux aspects de la sécurité sanitaire des aliments sont abordés : le renforcement des services officiels de contrôle et les systèmes d'alerte rapide.

Actes du deuxième forum mondial
FAO/OMS des responsables de la sécurité sanitaire des aliments,
Bangkok, Thaïlande
12-14 octobre 2004
FAO, 2005, 238 p.
ISBN 92 5 205272 0
36 \$ US • 30 €
(FAO voir adresse page 11)

Conservier les fruits tropicaux

Des micro-ondes pour désinsectiser les mangues, des solutions osmotiques salées ou sucrées pour faciliter la friture de banane, l'utilisation d'une enzyme du lait comme pesticide de la banane, telles sont les idées et expériences que propose la lettre trimestrielle de veille technologique du CIRAD. Ce troisième numéro est consacré aux fruits tropicaux et à leur conservation.

Valorisation et innovation en partenariat n° 3
CIRAD
Direction de l'innovation et de la communication
Avenue Agropolis, TA 173/04
34398 Montpellier Cedex 5
France
E-mail : valo-cirad@cirad.fr
Téléchargeable sur : www.cirad.fr/fr/prest_produit/pdf/vip/vip3.pdf

La FAO autrement



Alors que la société civile et les ONG luttent pour être associées aux prises de décision au niveau national, régional et mondial, la FAO reste un organe sous le contrôle exclusif des États membres. Elle n'a pas évolué en 60 ans d'existence, constate Mahamadou Maïga, malien, qui a passé 22 ans au sein de l'organi-

sation comme analyste de projet, planificateur et agro-économiste. Il note que les objectifs d'éradication de la sous-alimentation et de la faim n'ont toujours pas été atteints et s'inquiète de la disparition possible de la FAO au profit d'une régulation mondiale de l'alimentation sous le seul contrôle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Pour répondre à ces deux défis d'ouverture au monde et de subsistance, M. Maïga propose la révision de l'Acte constitutif de la FAO et notamment de la qualité de membre pour permettre l'implication de la société civile. Il propose également de doter la FAO d'une nouvelle Politique agricole, alimentaire, rurale et environnementale (PAARE). Ce qui suppose, selon lui, une réforme des relations entre Nord

et Sud, sur la base d'accords, pactes et contrats sociaux solidaires et pluriels entre le monde agricole et la société tout entière.

Et demain la FAO à l'écoute des peuples
paysans et fermiers
Par M. Maïga
L'Harmattan, 2005, 208 p.
ISBN 2 7475 8216 7
18 €
Éditions L'Harmattan
5-7, rue de l'École-Polytechnique
75005 Paris
France
Fax : +33 1 43 25 82 03
E-mail : diffusion.harmattan@wanadoo.fr

Faits et chiffres "verts"



Dans la foulée du *miniAtlas du développement global* (Spore 113), la Banque mondiale continue la série en publiant un nouveau mini-volume, le *miniAtlas de l'environnement*. Cet ouvrage présente, dans le même format de poche, une quantité impressionnante d'informations. Il a pour objet de cerner les problèmes liés à l'environnement les plus préoccupants de notre planète et cela sur plus de 200 pays. L'agriculture y est très présente avec des faits et chiffres utiles sur les surfaces exploitées de terre arable, les engrais et l'irrigation.

D'autres sections intéressantes livrent des données sur les forêts, la biodiversité, l'énergie, les transports et l'eau. Des graphiques clairs contribuent à mettre en relief les informations. On trouvera, en fin d'ouvrage, un tableau pratique qui reprend les profils des pays et les statistiques quant à l'influence des populations sur l'environnement et inversement.

miniAtlas de l'environnement
Banque mondiale
2004, 64 p.
ISBN 274720717x
6 €
Éditions Eska
12, rue du Quatre-Septembre
75002 Paris
France
E-mail : eska@club-internet.fr
Site Web : www.eska.fr
(IRD voir adresse ci-contre)

Des ressources naturelles bien comprises



En termes de gestion agricole, bien souvent, quand l'État s'en va, rien ne va. Sauf en Basse Casamance, au Sénégal. En 1985, quand l'État se désengage, c'est le Comité d'action pour le développement du Fogny (CADEF) qui prend la relève. Créé en 1983, il va durant dix ans fédérer une quarantaine de groupements villageois ou de quartier. À son crédit, des rendements en riz (2,5 tonnes) doublés et une surface rizicole agrandie de 800 hectares.

À la base de cette réussite, la collaboration du CADEF avec une ONG internationale, le Centre international pour l'éducation permanente et l'aménagement concerté (CIEPAC, France). Ensemble, ils ont développé une approche globale de développement local et d'amélioration des systèmes de production, avec une préoccupation encore rare chez les organisations paysannes (OP) : la gestion des ressources naturelles. Sortant des rôles classiques des OP (commercialisation des produits, approvisionnement en intrants ou accès au crédit), le CADEF s'est attaché en priorité à la gestion des ressources renouvelables comme solution à la grave crise écologique et de subsistance qui minait les systèmes de production.

Le CADEF a joué avec succès le rôle exemplaire d'interface entre les structures coutumières et l'environnement institutionnel.

En quatre chapitres, le déroulement logique de cette expérience est décrypté depuis l'historique des dynamiques sociales en Basse Casamance jusqu'aux conditions, portée et limites de l'action collective. Un livre utile pour alimenter la réflexion sur les innovations techniques et institutionnelles permettant de gérer durablement les ressources naturelles.

À la croisée des pouvoirs. Une organisation paysanne face à la gestion des ressources : Basse Casamance, Sénégal
Par P.-M. Bosc
IRD/CIRAD, 2005, 310 p.
ISBN IRD 2 7099 1562 6
ISBN CIRAD 2 87614 601 01
32 €
IRD
32, avenue Henri-Varagnat
93143 Bondy cedex
France
E-mail : diffusion@bondy.ird.fr
Site Web : www.editions.ird.fr
(CIRAD voir adresse page 11)

Le foin par le menu



■ La fénaison transforme un fourrage vert, périssable, en un produit facile à conserver et à transporter : le foin. Les plantes ainsi préservées nourrissent les troupeaux en attendant la repousse des pâturages. Pour un paysan, rater cette opération c'est risquer de réduire le rendement de ses animaux, voire d'en perdre une partie pendant la période de soudure. La réussite, c'est l'assurance de bêtes bien nourries, fécondes et allaitantes.

Avec cet ouvrage, l'opération, délicate et échelonnée tout au long de l'année, n'aura plus de secrets pour vous. Constitué de données collectées au fil d'années de travail sur le terrain, de voyages et de rencontres de paysans et de techniciens, il décrit dans un style clair les différents choix possibles de graminées, de légumineuses et de protéagineuses utilisables pour le foin. Tableaux d'analyses à l'appui, il précise le moment de la coupe selon le type d'alimentation fourragère recherché et présente les différentes techniques de séchage.

Les systèmes fourragers, en prairies naturelles ou cultivées, sont classés selon trois niveaux de technologies : les systèmes manuels avec des outils simples, les systèmes intermédiaires avec des animaux de trait ou une petite mécanisation et enfin les systèmes entièrement mécanisés. De nombreuses études de cas en Éthiopie, dans la savane d'Afrique de l'Ouest, au Népal et au Nicaragua rendent compte de la mise en pratique de ces principes généraux dans des conditions climatiques particulières où chacun pourra se retrouver. Un ouvrage qui devrait faire... du foin chez les agriculteurs !

Conservation du foin et de la paille pour les petits paysans et les pasteurs
Par J.M. Suttie
Collection FAO : Production végétale et protection des plantes n° 29
FAO, 2004, 318 p.
ISBN 92 5 204458 2
35 \$ US • 29 €

Bienvenue au Southland !

■ Au moment des ajustements structurels et de la stabilisation économique des années 1990, la FAO a créé un nouveau pays, Southland. Ce pays imaginaire, dont l'organisation et les modes de gestion présentaient beaucoup de similitudes avec ceux des pays du Sud, a été utilisé pour former les analystes de nombreux pays chargés d'établir les futures politiques agricoles et de réduction de la pauvreté. Jamais publiés, les paramètres de ce pays sont désormais accessibles grâce à cet ouvrage.

Vous y êtes invités à jouer le rôle d'un des dix membres du secrétariat créé pour faciliter le débat national sur la Stratégie nationale de réduction de la pauvreté rurale et de sécurité alimentaire, et à faire des propositions au sein d'un groupe de formation. Faire les bons choix pour ce pays virtuel est un exercice difficile. Vous disposez de tous ses paramètres économiques, sociaux et politiques de 1960 à 2000, sous forme de tableaux dans un cédérom joint. Le matériel comprend également une note pour les formateurs, des termes de référence, une note générale sur la situation actuelle du Southland,



des extraits de résultats d'enquêtes et d'études, une description des principales institutions du pays ainsi que son histoire depuis son indépendance et un glossaire institutionnel.

L'occasion pour les analystes de demain de s'essayer sans risques et sans stress à des prévisions, en évitant les aléas de la réalité et les informations contradictoires ou parcellaires.

Southland : un exercice de formation à l'analyse des politiques pour le secteur agricole et rural basé sur une étude de cas

Série : Renforcement des capacités en politiques agricoles et alimentaires n° 1
FAO, 2004, 136 p. (avec cédérom)

ISBN 92 5 205069 8

36 \$ US • 30 €

(FAO voir adresse page 11)

Profiter des plantes



■ Le monde végétal, comme une société, connaît des alliances et des conflits. Il y a les amis et les ennemis intimes. Les amis aident la plante à vivre et celle-ci les aide en retour. Les ennemis, eux, profitent sans jamais rien donner, jusqu'à ce que mort s'ensuive. Les uns comme les autres peuvent être des champignons microscopiques, des bactéries, des virus ou tout simplement d'autres plantes. Avec cet atlas de biologie végétale, vous saurez tout de ces échanges permanents des plantes avec leur entourage, de leur application pratique pour la gestion de vos cultures aux

explications biochimiques des mécanismes en action.

L'atlas est agrémenté de nombreuses planches et photos richement légendées qui en font un ouvrage pédagogique et accessible à tous ceux qui sont curieux de comprendre la vie des plantes. Vous apprendrez à ne plus considérer seulement les caractéristiques biologiques, environnementales et génétiques définies en laboratoire, mais à voir les plantes dans leur environnement naturel avec les parasites ou les espèces symbiotiques qui les côtoient de près... ou de loin. Car même ceux qui restent à distance sont capables de communiquer avec les plantes par l'intermédiaire du pollen. En cas d'affinité, cette rencontre donnera lieu à une nouvelle histoire.

Biologie végétale : association et interactions chez les plantes
Collection Sciences Sup

Série Atlas

Par E. Duhoux et M. Nicole
Dunod-IRD, 2005, 166 p.

ISBN 2 10 006930 6

28 €

(IRD voir adresse page 12)

Pauvreté et environnement

■ Les populations démunies ne peuvent pas choisir, décider, anticiper, expérimenter ou innover. Elles vivent de ce que leur donne le milieu. Lorsque celui-ci s'épuise, elles s'affaiblissent aussi. Dans le numéro 12 de *Kibaar*, le bulletin d'information du Bureau régional de l'Union mondiale pour la nature (UICN) pour l'Afrique de l'Ouest, un dossier sur la pauvreté et l'environnement montre que, dans les zones arides et semi-arides, la conservation et la gestion des ressources naturelles peuvent aider à rendre ces populations moins vulnérables.

Pauvreté et environnement

Kibaar n° 12, septembre 2004

UICN-BRAO

01 BP 1618

Ouagadougou 01

Burkina Faso

Fax : +226 50 30 75 61

E-mail : kibaar@iucn.org

Téléchargeable sur : www.iucn.org/brao/kibaar/index.htm

La biodiversité en actes

■ Les actes de l'atelier sous-régional sur la biodiversité agricole en Afrique de l'Ouest, qui s'est déroulé en décembre 2003 à Bamako au Mali, sont désormais consultables en ligne. Le but de l'atelier était de contribuer au développement de politiques nationales en zone soudano-sahélienne afin de conserver et d'utiliser durablement la biodiversité agricole en conciliant les besoins locaux et le respect des traités régionaux et internationaux.

La biodiversité agricole en Afrique de l'Ouest. Situation actuelle, expériences et perspectives
Documentation de l'atelier sous-régional sur la biodiversité agricole, Mali, 15 au 19 décembre 2003

FAO, GTZ, IDRC, CTA, STP/CIGQE
2005, 67 p.

Gratuit

(FAO voir adresse page 11)

Téléchargeable sur :

http://dad.fao.org/fr/refer/library/lr_eports/BamakoProceedings.pdf

Riz et poisson

■ Le rapport de l'atelier FAO-ADRAO (Centre du riz pour l'Afrique) sur l'utilisation plus efficace de l'eau d'irrigation vient de paraître. Dans les périmètres irrigués, la rizipisciculture, qui combine la culture du riz avec l'aquaculture, nécessite peu d'investissements et de connaissances techniques. Selon le rapport, de nombreux pays (Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal et Tchad) ont un vaste potentiel pour développer ce type d'activités intégrées.

Rapport de l'atelier de la FAO-ADRAO sur l'intégration de l'irrigation et l'aquaculture

Bamako, Mali, 4-7 novembre 2003

FAO, 2005, 50 p.

ISBN 92 5 005271 5

16 \$ US • 13 €

(FAO voir adresse page 11)

Du nouveau dans l'audiovisuel



Photo : N. Cooper © Petros Pictures

A première vue, l'agriculture n'occupe encore qu'une petite place dans le paysage audiovisuel ACP. Les chaînes publiques ou privées n'offrent guère de programmes touchant au développement rural. La télévision reste d'abord destinée aux villes ; les zones rurales ont peu de récepteurs et ne sont pas toujours couvertes par le réseau de diffusion.

Pourtant, la télévision peut jouer un rôle déterminant pour sensibiliser les populations ACP à l'importance du développement agricole. D'autant que le public est là : beaucoup de citadins ont un pied fermement ancré dans le monde rural, parce qu'ils sont maraîchers ou commerçants ou tout simplement parce qu'une partie de leur famille est restée au village. Et un poste TV suffit souvent pour que tout un village suive une émission. Alors, pourquoi pas un peu plus d'agriculture à la télé ?

Pour mieux faire connaître les enjeux agricoles actuels et montrer comment l'information peut aider à transformer et à améliorer l'économie rurale ACP, le CTA vient de lancer une série de produits TV.

Une rubrique consacrée à l'agriculture en Afrique a été créée en partenariat avec la maison de production *People TV*, basée à

Paris. Baptisée *Agriflash*, elle est diffusée en anglais, en français et en portugais la dernière semaine de chaque mois dans le magazine *Business Africa* sur 35 chaînes de télévision, principalement en Afrique (voir en fin d'article).

Trois minutes pour l'agriculture

Agriflash se compose de brèves d'une durée totale de 3 min, inspirées des nouvelles publiées dans les magazines du CTA comme *Spore*, *Agritrade* et *ICT Update*. Ces brèves donnent aux téléspectateurs une idée de ce qui se passe de positif et dynamique dans le monde agricole africain. Depuis le début de l'année, *Agriflash* a ainsi abordé la production laitière en Ouganda, et l'existence de sites Internet informant sur les prix.

Le CTA s'est aussi lancé, toujours avec *People TV*, dans la coproduction de courts reportages (8 min) destinés aux agriculteurs en quête d'informations pour améliorer leur production et leurs revenus. Quatre reportages seront produits et diffusés en 2005.

Le premier montre comment, avec l'appui du CTA, des associations du Mali diffusent de l'information agricole en zones rurales en combinant divers médias et outils (livres, magazines, radio, réunions, téléphone mobile et Internet). Ce reportage étant le coup d'envoi de la série, le CTA y explique ses missions et ses domaines d'intervention.

Le deuxième reportage explique le fonctionnement d'un Service questions-réponses (SQR), à l'occasion d'une visite à un centre régional situé au Cameroun. Les premières images nous entraînent dans un champ d'ananas. Le propriétaire raconte comment il a développé sa production grâce aux conseils du SQR. Ce reportage montre

également quels nouveaux outils les SQR utilisent pour servir les agriculteurs qui vivent isolés loin des villes : téléphone, radio, etc.

Enfin, les deux derniers reportages s'intéressent à la commercialisation des produits. L'un décrit l'émergence des marchés régionaux et les systèmes d'information de marché (SIM) qui informent sur les prix et les volumes de transaction. L'autre porte sur l'accès aux marchés internationaux et les négociations en cours entre l'UE et les pays ACP.

Longs reportages et kits d'information

Vous signalez régulièrement votre intérêt pour les plus longs reportages. Produire un documentaire qui puisse servir de base pour un débat dans votre communauté ou pour un service de vulgarisation est une tâche de grande envergure que le CTA ne peut



Le magazine *Spore*



Spore est le magazine bimestriel du Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale (CTA) – ACP-UE. Le CTA est régi par les Accords de Cotonou entre le groupe des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et l'Union européenne.

© CTA 2005, ISSN 1011 0054

Editeur :

Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale (CTA) – Accords de Cotonou ACP-UE
CTA, Postbus 380
6700 AJ Wageningen,
Pays-Bas
Tél. : +31 317 467 100
Fax : +31 317 460 067
E-mail : cta@cta.int
Site Web : <http://www.cta.int>

Rédaction :

Directrice de la rédaction :
Marie-Agnès Leplaideur
Syfia International
20, rue du Carré-du-Roi
34000 Montpellier, France
Fax : +33 4 67 52 70 31
E-mail : redaction.spore@syfia.info
Rédactrice en chef de la version anglaise :
Clare Pedrick
Via dello Spagna 18
06049 Spoleto (PG), Italie
E-mail : english_spore@hotmail.com
Rédactrice en chef de la version française :
Denise Williams
Syfia International (adresse ci-dessus)
E-mail : redaction.spore@syfia.info
Ont participé à ce numéro :
J. Bodichon, A. Camara, V. Hild, R. Jere,
F. Le Meur, A. Linard, J. Madeley,
M. Malengrez, D. Manley, D. Msangya,
P. Nalugwa, M. Seck, A. Traoré
avec l'appui éditorial du CTA.

Mise en page : Intactile DESIGN, France
Design : B. Favre
Impression : Imprimerie Publiparc, France

Dites-nous ce que vous en pensez

En allant sur <http://tv.cta.int> et en cliquant sur *Votre avis*, vous obtenez un questionnaire qui vous permettra de nous faire part de votre opinion sur *Agriflash* et de vos attentes quant aux programmes TV sur l'agriculture (mot de passe : Agriflash).

Votre contribution est la clé de notre réussite.

assumer seul. Nous nous associons donc à d'autres organisations pour coproduire des documentaires. Actuellement, nous travaillons sur un film qui présentera l'utilisation de biotechnologies adaptées à l'échelle villageoise dans différents pays, y compris ACP. Nous souhaitons aussi coproduire avec Arte un documentaire sur l'invasion de criquets de 2004-2005 en Mauritanie. Ces vidéos seront disponibles via le PDS.

Le CTA se lance aussi dans la préparation de kits d'information qui rassembleront divers matériaux tels que documents imprimés, enregistrements pour la radio et images prises sur le vif. L'objectif est de fournir un produit multimédia complet sur un sujet. Les idées et les thèmes ne manquent pas. Nous commencerons par le rapport

d'une visite d'étude en Afrique du Sud, où il sera question du sida et d'agriculture périurbaine, puis viendra un kit sur l'élevage des abeilles.

Pour en savoir plus

Pour visionner tous les programmes et connaître les horaires de diffusion : <http://tv.cta.int>

Pour retrouver le magazine *Business Africa* : www.business-africa.net

Agriflash et les reportages sont diffusés sur : SABC Africa, RTP Africa, Golfe TV, BTV, RTNB, STV 1 (anglais), STV 2 (français), TVCA, TVC, Antenna A, RTI, ETV, RTG1, GRTS, GBC, KTN, RTA, ORTM, MBC, NBC, ORTN, NTA Network, TVR, RTS, SLBS, Channel 10, TV TCHAD, TVT, WBS, ZNBC, CVM, Télé Bruxelles, BEN TV, Beur TV, Télésud et Euronews.

Boîte postale 380

Vos lettres se suivent et ne se ressemblent pas : les unes livrent une réflexion, les autres témoignent d'une expérience. Toutes reflètent la même envie de partager, car Spore, c'est une communauté de lecteurs qui aiment communiquer. Continuez, c'est communicatif !



Le miel de la réussite

Bob Malichi, de Zambie, tient à nous faire part du succès des programmes de formation en agriculture biologique qu'il organise en s'appuyant largement sur des livres obtenus du Service de distribution des publications du CTA. Les cours d'apiculture se révèlent particulièrement populaires, comme le montre la photo ci-dessous.



"L'apiculture est une source de revenus même pour les plus démunis, nous écrit M. Malichi. Les ressources étant limitées, nous sommes dans certains cas contraints de renvoyer des personnes souhaitant se former en apiculture. Les enfants apprennent l'art de l'apiculture dès leur plus jeune âge."



Les enfants tiennent ici des échantillons de miel destinés à être testés en laboratoire

Le biogaz intéresse

À la suite de la publication dans *Spore* 114 d'une brève sur le "biogaz à domicile", **M. Tamba** a reçu plus de 60 messages de lecteurs intéressés par ce procédé ! "La majorité veut recevoir une formation sur les techniques de construction du méthaniseur et d'obtention du biogaz", précise M. Tamba qui est prêt à faire tout son possible pour que "cette technologie alternative puisse être un véritable cheval de bataille pour la lutte contre la pauvreté dans les pays en développement".

Des poulets bien nourris

Fidèle lecteur et contributeur de *Spore*, **M. Hardouin** répond à un courrier des lecteurs paru dans *Spore* 115 sur la production avicole améliorée. Il n'est pas tout à fait d'accord avec Mme Victoria Meremikwu et estime que les villageois qui élèvent des volailles peuvent se passer totalement des compléments alimentaires du commerce. "Des techniques très simples sont connues pour nourrir les volailles avec des asticots (larves de mouche) ou des vers de fumier qui ne coûtent rien du tout et constituent un aliment très riche en protéines hautement digestibles et en lipides", écrit-il. Il est à la disposition des lecteurs de *Spore* qui souhaitent plus de précisions.

Jacques Hardouin
BEDIM
Faculté des Sciences agronomiques – Unité de zootechnie
2, passage des Déportés, 5030 Gembloux
Belgique
E-mail : bedim@fsagx.ac.be

Services aux lecteurs

Ecrire à Spore

CTA
PO Box 380
6700 AJ Wageningen,
Pays-Bas
Fax : + 31 317 460067
E-mail : spore@cta.int

S'abonner à Spore

■ Recevoir la version imprimée

L'abonnement est :

• **gratuit** pour les organisations et particuliers vivant dans les pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) et dans l'UE : CTA Spore subscriptions, PO Box 173

6700 AJ Wageningen
Pays-Bas
ou spore@cta.int

• **payant** pour toute autre adresse : 36 € par an (6 numéros) : abonnement à souscrire auprès du distributeur commercial (voir ci-dessous).

■ Recevoir le résumé gratuit par e-mail

Abonnez-vous à l'édition e-mail (90 kb) à : <http://lspore.cta.int>

ou envoyez un e-mail vierge à join-spore-fr@lists.cta.int

Pour la version texte seulement : join-spore-text-fr@lists.cta.int

■ Lire Spore sur écran

• sur le Web : consultez spore.cta.int
• par satellite : captez les émissions de Spore Plus sur les canaux d'Afristar des programmes multimédia de First Voice International. Informations détaillées : spore@cta.int

Reproduire Spore

• Pour un usage non commercial, les articles de *Spore* peuvent être librement reproduits à condition de mentionner la source. Merci d'envoyer une copie à la rédaction.
• Pour toute reproduction à des fins commerciales, demandez l'autorisation préalable.

Publications

Pour obtenir les publications

Les publications du CTA identifiées dans *Spore* par la feuille verte sont disponibles gratuitement pour les abonnés au Service de distribution des publications (SDP) du CTA. Les autres lecteurs peuvent les acheter auprès du distributeur commercial du CTA. Seules les organisations agricoles et rurales et les particuliers résidant dans les pays ACP peuvent s'abonner au SDP. Les abonnés au SDP bénéficient chaque année d'un certain nombre d'unités de crédit gratuites pour obtenir des publications du catalogue du CTA. La liste des publications disponibles est consultable dans le catalogue électronique du CTA (www.cta.int).

■ Toutes les autres publications, qui sont précédées d'un carré orange, sont disponibles chez les éditeurs mentionnés ou dans les librairies.

Distributeur commercial

SMI (Distribution Services) Limited
PO Box 119
Stevenage
Hertfordshire SG1 4TP
Royaume-Uni
Fax : +44 1438 748844
E-mail : CTA@earthprint.co.uk
Site Web : www.earthprint.com



Agronome de formation, puis agent de développement rural pendant dix ans, Moussa Para Diallo, originaire de Timbi Madina, en Moyenne-Guinée, anime depuis 1992 la Fédération des paysans du Fouta Djallon (FPFD). Il est co-auteur d'un livre publié en 1996, intitulé *L'Afrique qui réussit : vie et combat d'un leader paysan guinéen*.

Organisations paysannes

Les défis du leadership

À la tête de son organisation, Moussa Para Diallo a mené victorieusement le combat contre les importations de pommes de terre européennes qui concurrençaient l'excellente pomme de terre locale. Fort de son expérience, il dresse le portrait du leader paysan idéal : combatif, ouvert et habile négociateur.

Quelle leçon tirez-vous de votre expérience à la tête d'une organisation paysanne ?

- Après treize ans à la tête de la Fédération des paysans du Fouta Djallon (FPFD), j'ai acquis la conviction qu'un leader paysan est avant tout un homme de défi : atteindre le sommet quoi qu'il advienne. Ce défi doit être pour lui une obsession. Cela suppose qu'il s'accepte d'abord lui-même comme leader mais sans jamais se couper de sa base : la paysannerie. Ce n'est donc pas quelqu'un qui passe son temps à voyager à tout bout de champ, à se montrer dans les grands hôtels et à ne se soucier que de paraître.

Quelles sont pour vous les qualités essentielles d'un bon leader paysan ?

- Sa préoccupation première : mettre les gens au travail. Il doit être prêt à affronter toutes les difficultés, d'où qu'elles viennent. Il ne doit jamais abdiquer. Il lui faut surtout accepter le dialogue et échanger régulièrement avec les autres, que ce soit au niveau local, national ou international. Le leader est quelqu'un qui sait organiser, s'adapter aux situations difficiles, motiver les adhérents afin qu'ils croient résolument en ce qu'ils font. Mais le courage ne suffit pas. Il lui faut disposer de techniques de management pour pouvoir atteindre ses objectifs, le premier d'entre eux étant le bien-être des paysans. Il doit aussi se montrer intègre et visionnaire et être capable de s'adapter à des milieux différents. Quand on remplit toutes ces conditions, il est alors possible de partager des points de vue avec les uns et les autres sur l'ensemble des cinq continents, de les confronter à ses propres idées et d'en tirer ensuite quelque chose de profitable pour son organisation.

Un bon leader paysan, c'est aussi quelqu'un qui sait se battre pour obtenir les meilleurs prix, tant avec les fournisseurs d'intrants qu'avec les clients qui viennent acheter les produits. Il doit être à même de se défendre et de défendre son organisation auprès des pouvoirs politiques et administratifs. Toutefois, il lui faut garder ses distances avec la politique et n'être d'aucun bord. Enfin, il doit songer à former des gens sus-

ceptibles de le remplacer et pousser constamment les membres de son organisation à suivre des formations adéquates.

Comment conciliez-vous présence au village et représentation vis-à-vis de l'extérieur ?

- Je crois que l'un des problèmes des leaders des pays du Sud, c'est qu'ils sont trop bureaucratiques. Un leader proche de sa base doit savoir tomber la cravate, retrousser ses manches de chemise et n'aller en ville que quand c'est vraiment nécessaire. Sinon comment peut-il prétendre présenter des problèmes dont il n'est pas imprégné ? Certains me reprochent parfois d'être introuvable en ville. Effectivement, ma place c'est ici à Timbi Madina. Ce sont les paysans qui m'ont élu à la tête de leur fédération et non des citadins. Je ne vais à Conakry ou en

gros problème : trouver sans cesse de nouvelles voies qui permettent aux agriculteurs disposant de petites surfaces de produire encore plus.

Aujourd'hui, en Europe, il n'y a plus pratiquement que 3 ou 4 % de la population qui pratiquent l'agriculture. Mais malgré ce petit nombre, ils réussissent à nourrir toute l'Europe et à exporter dans le monde entier. En Afrique, 80 % de la population pratiquent l'agriculture. Et c'est à peine si les agriculteurs parviennent à subvenir à leurs besoins. La grande difficulté pour les leaders paysans, surtout africains, c'est d'inverser cette tendance.

Pour pouvoir mener à bien toutes les tâches que je viens d'énumérer, le leader doit être outillé sur trois plans : intellectuel d'abord, pratique ensuite et matériel sur sa propre exploitation.

Il doit aussi apprendre à se défendre contre l'injustice de certaines attaques. Parce que chez nous, quand on est leader, les gens pensent qu'on est nanti. Il faut donc vous battre pour vous faire connaître et faire connaître votre organisation. Il arrive parfois que certains créent des organisations parallèles, uniquement pour saboter votre action.

“ Gagner le respect de la population est notre meilleur salaire ”

Europe que lorsque je dois prendre part à des négociations. Sinon, ma place est ici !

Il ne faut jamais perdre de vue que la finalité de nos organisations est d'aider à améliorer la production et la commercialisation. Ce n'est donc pas utile d'être de toutes les conférences et réunions pour donner des points de vue théoriques. Un bon responsable doit être un praticien plutôt que de rester retranscrit dans des bureaux climatisés, bien loin des réalités des paysans.

Quelle est la tâche la plus ardue pour un représentant d'organisation paysanne ?

- C'est vrai qu'un leader rencontre sur son chemin de nombreux écueils... Le tout premier, celui qui devrait constamment le préoccuper, c'est où et comment trouver des fonds et obtenir des prêts pour que les gens puissent se mettre au travail. Il doit être un bon négociateur parce qu'il lui faut trouver des fonds auprès des banques. J'avoue que ce n'est pas facile. D'autant plus que les taux d'intérêt doivent rester acceptables. Un autre

Une conclusion ?

- Le développement est un processus qui se construit à long terme. Il faut donc persévérer, ne pas lâcher prise si on veut réussir. Si vous vous attachez à cette tâche de longue haleine, vos efforts seront récompensés, parce que les populations reconnaîtront votre mérite. Elles vous accorderont leur respect et vous suivront dans ce que vous leur proposez. Et cela, c'est le meilleur salaire que l'on puisse vous donner. C'est pourquoi la bagarre doit être rude et menée sur tous les fronts.

E-mail : president@paysansdutfouta.org

Les opinions exprimées dans ce Point de vue sont celles de l'auteur, et ne reflètent pas nécessairement les idées du CTA.